

Maroc-UA/Conférence ministérielle africaine sur l'appui de l'UA au processus de l'Onu sur le différend régional au Sahara

"Le Gabon appuie les efforts justes et constructifs"

Issa IBRAHIM
Marrakech/Maroc

Les délégués d'une quarantaine des pays, dont le Gabon, ont unanimement soutenu, hier, à Marrakech cette résolution prise par les chefs d'Etat et de gouvernement du continent lors du 31^e sommet de l'UA, tenu à Nouakchott en 2018. Démarche donnant à l'Onu l'exclusivité dans la résolution du différend régional sur le Sahara.



Le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita (c) lors de son discours à l'ouverture des travaux.



Le chef de la diplomatie gabonaise, Abdu Razzaq Guy Kambogo (c), a défendu la position de notre pays.

LE Maroc a accueilli, hier, à Marrakech, la Conférence ministérielle africaine sur l'appui de l'Union africaine (UA) au processus politique des Nations unies sur le différend régional au Sahara. La rencontre qui s'est déroulée à l'hôtel Palm Plaza a vu la participation des délégués d'une quarantaine de pays, dont le Gabon, des cinq sous-régions d'Afrique. Le ministre des Affaires étrangères, Abdu Razzaq Guy Kambogo, a conduit la délégation gabonaise à ces assises.

La rencontre de Marrakech visait essentiellement à exprimer le soutien des États participant à la Décision 693 adoptée lors de la 31^e session ordinaire du Sommet de l'UA, tenue début juillet 2018 à Nouakchott en Mauritanie. Décision qui a consacré l'exclusivité de l'Onu dans l'examen du différend régional au sujet du Sahara.

TROÏKA • La conférence de Marrakech vient donc en réponse, sous forme de rejet de "certaines actions cherchant à contrarier l'esprit de la lettre de la Décision 693", selon une source proche du ministère marocain des Affaires étrangères.



Les participants au terme de la cérémonie d'ouverture.

Et le chef de la diplomatie du royaume chérifien a été clair là-dessus hier à Marrakech. Pour Nasser Bourita, la Décision 693 "ne doit être ni réinterprétée, ni contournée, ni instrumentalisée. Il nous appartient de la préserver, de la préserver, et de la conforter". En réaffirmant ce principe, les autorités marocaines ont voulu rappeler les fondamentaux et les grandes lignes de la Décision 693 : l'exclusivité de

l'Onu - seule responsable du dossier - dans la recherche de la solution politique au problème du Sahara, l'exclusion de tout processus parallèle à celui des Nations unies, le soutien de l'UA aux efforts de l'Onu et l'affirmation de la Troïka de l'UA comme seul instrument devant assurer ce soutien au niveau de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernements du continent. Au vu des enjeux et surtout du besoin de "fédérer et

d'aller de l'avant", comme inscrit dans la feuille de route du roi Mohammed VI lors du discours qu'il a prononcé au retour du Maroc au sein de la famille de l'UA, l'ensemble des participants aux travaux de Marrakech ont choisi d'être du "bon côté de l'histoire" comme les y a invités le ministre marocain des Affaires étrangères. Portant la voix du Gabon, Abdu Razzaq Guy Kambogo, a joint la sienne à celle de ses homologues du conti-

ment présents à Marrakech, dans le respect du processus onusien incarné par la Décision 693. "La position du Gabon, portée par le président de la République, chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, soutenu par le peuple gabonais souvent représenté par ses délégations est ici réaffirmée", a souligné le chef de la diplomatie gabonaise. Avant de donner la position de Libreville par rapport à cette rencontre. "Pour la délégation gabo-

naise, la présente initiative doit être un pas vers l'avant et non pas deux pas vers l'arrière (...). Nous voulons aller de l'avant et appuyons en conséquence les efforts justes et constructifs", a-t-il conclu réaffirmant la "totale adhésion" de notre pays à la Décision 693 de l'UA. La rencontre a débouché sur la déclaration de Marrakech, adoptée à l'unanimité des participants. Nous y reviendrons.

PDG/1er arrondissement

Au travail "pour accélérer la transformation du pays"

M.A.M
Libreville/Gabon

LE secrétaire du Parti démocratique gabonais (PDG) pour le compte du 1^{er} arrondissement de la commune de Libreville, Augustin Ondong Mba, a échangé avec les militants de Derrière l'École normale, au lieu dit Alalango. Et profité de l'occasion pour rassurer "ses camarades" à la veille du retour du chef de l'Etat.

Il a ainsi appelé ces derniers à se concentrer sur les principaux objectifs de leur chapelle politique, notamment l'accélération de la transformation de chaque coin du pays. L'organisation en différé du 50^e anniversaire du parti



Augustin Ondong Mba (debout), a rassuré les siens sur le bon fonctionnement de l'Etat.



Vue des militants PDG dans la zone de Derrière l'École normale.

n'était pas en reste. Le secrétaire d'arrondissement a dit compter sur les siens pour une réussite de cet événement. Par ailleurs, ce périple entamé dans le 1^{er} arrondissement depuis le 21 mars était également

l'opportunité pour les responsables du PDG de cette zone, d'évoquer avec la base les questions d'actualité concernant notamment la santé de leur distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba. Non sans

se réjouir et de rendre grâce à Dieu pour le retour de leur champion dans son pays, Augustin Ondong Mba a indiqué aux siens que le retour du "distingué camarade président", est la preuve de l'amélioration de

son état de santé, ce qui, selon lui, rassure quant à la poursuite des réformes engagées. Le retour du chef de l'Etat, a-t-il dit, "met définitivement un terme au débat soulevé par ceux qui chantent à gauche et à droite que

le président est dans l'incapacité de diriger". "L'appel à agir" d'une certaine franche de la société civile et de quelques opposants n'était pas en reste. A ce sujet, les "Pdgistes" ont laissé entendre qu'ils sont "fatigués de nous faire instrumentaliser par nos aînés qui boudent du fait qu'ils n'occupent plus de postes de responsabilité dans ce pays. Nous sommes Gabonais et bien qu'étant Gabonais, nous avons des responsabilités à assumer. Ces initiateurs de l'appel à agir se mettent en mal de par le message qu'ils véhiculent". Les militants PDG du 1^{er} arrondissement ont donc été invités à faire barrage à cette initiative, à se mettre plutôt au travail, pour "accélérer la transformation du pays".